

La santé d'abord : Améliorer l'accès aux médicaments en Europe

De nombreux pays européens parviennent à fournir une offre de santé de qualité à leurs citoyen-ne-s, avec les principes fondamentaux d'égalité, de solidarité et d'universalité au cœur de leur système de santé. Bien que d'importantes inégalités en matière d'accès aux soins subsistent entre et au sein des différents Etats membres de l'Union européenne, ces systèmes de santé sont efficaces et doivent être défendus.

L'accès à la santé est un bien commun essentiel au bien-être des citoyen-ne-s. C'est l'un des droits les plus fondamentaux et les Européen-ne-s attendent de l'Union qu'elle intensifie ses efforts en la matière¹. Le droit à la santé implique un accès à des soins et des médicaments de qualité, dans des délais raisonnables, à prix abordables². Les Etats sont garants de ce droit, pour toutes et tous, sans discrimination. Pourtant, ces dernières années, ce droit a été mis en difficulté par l'arrivée de nouveaux médicaments, dont la production et le prix sont de plus en plus dictés par des logiques de profits.

De nombreux systèmes de santé au sein de l'UE sont mis en difficulté par des politiques industrielles et de propriété intellectuelle qui sont très favorables au secteur pharmaceutique. Ces politiques sont essentiellement orientées vers la recherche de croissance économique, de maximisation des profits, plutôt que vers l'accès à des médicaments abordables et de qualité pour les citoyen-ne-s. En Europe comme dans le reste du monde, les prix des nouveaux traitements augmentent de manière significative, aux dépens de l'équilibre financier des systèmes de santé. Ainsi, un nombre croissant de médicaments essentiels pour des maladies pouvant être mortelles, comme les cancers ou l'hépatite C, ne peuvent être pris en charge.

Cette situation résulte d'une organisation inefficace et coûteuse de la Recherche et Développement (R&D), qui récompense des nouveaux médicaments par le biais de brevets et monopoles, au détriment d'une concurrence équilibrée et d'une priorité à la recherche sur de réelles innovations médicales. Le système actuel permet aux firmes d'exiger des prix exorbitants qui épuisent les ressources publiques limitées et nécessaires pour d'autres besoins en santé. C'est la pérennité même des systèmes de santé européens qui est directement mise en péril.

Des mesures urgentes sont donc nécessaires pour permettre aux gouvernements et aux citoyen-ne-s l'accès aux meilleurs soins et traitements dont ils-elles ont besoin, à des prix raisonnables. Le partage des connaissances et savoirs, les collaborations dans les recherches constituent une étape clé. L'Union européenne a déjà initié des politiques en ce sens, pour une science, des innovations et des savoirs ouverts et accessibles. Mais ces approches doivent être renforcées, en particulier sur la recherche biomédicale.

1. 70% des Européen-ne-s attendent de l'UE qu'elle face plus en matière de santé, Eurobaromètre, mars 2017: www.europarl.europa.eu

2. La santé est l'un des 20 principes du Socle européen des droits sociaux: www.ec.europa.eu/commission/priorities

3. Selon une étude de 2016, le coût pour traiter seulement 55% des personnes vivant avec une hépatite C chronique en France correspondait au budget total de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris: www.unsgaccessmeds.org

4. RVS Development of new medicines. Better, faster, cheaper.2017 <https://www.raadrvs.nl/documenten/publications/2017/11/09/development-of-new-medicines---better-faster-cheaper>

5. Collier R. Drug development cost estimates hard to swallow. *Canadian Medical Association Journal*. 2009;180(3): 279. www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2630351

6. Prasad V, Mailankody S. Research and Development Spending to Bring a Single Cancer Drug to Market and Revenues After Approval. *JAMA Intern Med*. 2017; 177(11):1569–1575. www.jamanetwork.com/journals

7. Médecins Sans Frontières. *Lives on the Edge: Time to Align Medical Research and Development with People's Health Needs*. May 2016. Page 13. www.msfaccess.org/sites/default/files/R&D_report_LivesOnTheEdge_Updated29Sept_ENG_2016.pdf

Les prochaines élections européennes représentent une occasion de placer les citoyen-ne-s et leurs besoins au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'Union européenne. Cela peut constituer une opportunité pour rétablir leur confiance dans le projet européen, en faisant preuve de la capacité de l'Union à tenir compte de ce qui leur importe le plus.

Les politiques en matière de santé et de recherche et développement (R&D) sont essentielles au succès du projet européen. Les citoyen-ne-s doivent être au centre du processus politique en la matière, notamment en faisant figurer les enjeux suivants en priorité dans l'agenda du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission européenne :

Retour sur investissement public

L'argent public, des contribuables, investi dans la R&D biomédicale devrait assurer des retours sur investissements aux citoyen-ne-s, et des bénéfices pour l'ensemble de la société. Les investissements de l'UE doivent être guidés par les besoins de santé publique, l'accessibilité et la disponibilité, à un coût abordable. Les résultats de la R&D, doivent être garantis. Le principe d'*open science*, y compris les données ouvertes et l'accès aux publications, devrait être reconnu comme la norme.

Politique de concurrence et de commerce loyale

L'UE devrait réformer son système de droits de propriété intellectuelle (DPI) en garantissant un juste équilibre entre les intérêts privés et publics. La concurrence est cruciale pour promouvoir l'innovation : l'UE devrait garantir une concurrence loyale dans le domaine pharmaceutique en prévenant et en sanctionnant les comportements anticoncurrentiels. En outre, l'UE devrait s'abstenir d'exporter des normes injustes en matière de DPI et mettre en œuvre des politiques commerciales favorables à la santé globale⁶.

6. L'utilisation des flexibilités prévues par l'Accord sur les ADPIC (TRIPS) devrait être renforcée au sein de l'UE et encouragée à l'étranger.

Ce manifeste a été élaboré avec

European Alliance for Responsible R&D and Affordable Medicines

Organisations partenaires



Un système pérenne de R&D

L'UE et les États membres doivent favoriser une concurrence saine et inciter à de véritables innovations, afin d'assurer la pérennité du système de santé pour les gouvernements et les patient-e-s. De nouveaux modèles de R&D basés sur les principes de science ouverte devraient être explorés, tels que 1. le «de-linkage», c'est-à-dire de découpler le développement de médicaments de leur potentielle rentabilité, 2. des systèmes de récompenses pour encourager la recherche sur certaines innovations, 3. des brevets socialement responsables, 4. la recherche en *open source*, à travers des programmes pilotes, des études de faisabilité et des nouveaux mécanismes de financement.

Progrès thérapeutique et sécurité des patient-e-s

Les nouveaux médicaments innovants doivent faire la démonstration d'une valeur thérapeutique ajoutée par rapport aux traitements existants. Des normes élevées doivent être maintenues et promues en matière de preuves scientifiques pour autoriser la mise sur le marché de nouveaux produits. La transparence des données des essais cliniques et la surveillance de la sécurité des produits de santé devraient être améliorées. La coopération de l'UE sur l'évaluation des technologies de santé doit être renforcée à partir du plus haut niveau d'exigence en matière de transparence, d'indépendance, de preuves et de gestion des conflits d'intérêts.